

La croisade du gouvernement Orbán contre George Soros suscite un profond malaise

Hongrie Une campagne aux relents antisémites vise le milliardaire américano-hongrois.

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Dans le roman "1984" de George Orwell, une implacable propagande commande de haïr Emmanuel Goldstein, ennemi public numéro un de l'Etat totalitaire d'Oceania. Comme George Soros en Hongrie, constate le politologue Gábor Török, après le lancement la semaine dernière d'une nouvelle campagne de diffamation à l'encontre du milliardaire américain d'origine judéo-hongroise. Dans les transports de la capitale, le long des routes, sur les autobus et les cabines téléphoniques..., impossible pour les citoyens de se soustraire au regard malin de George Soros.

"Ne laissons pas Soros rire le dernier", scande l'affiche qui ajoute que "99 % des Hongrois sont contre l'immigration clandestine". Car c'est le cœur de l'affaire: "Soros veut importer un million de migrants chaque année en Europe", répète le Premier ministre Viktor Orbán, en dépit des propositions réelles de l'intéressé, exposées à l'été 2016 dans le magazine "Foreign Policy". L'Union européenne et les ONG que George Soros finance, le dirigeant hongrois les relègue au rôle de suppôts de ce "vaste plan et ce grand business".

Depuis sept ans que le parti conservateur Fidesz de Viktor Orbán règne sans partage sur la Hongrie, ses 10 millions d'habitants sont bombardés de slogans, tels que "La Hongrie se renforce", "Arrêtons Bruxelles!", ou encore "La Hongrie est un pays européen fier et fort".

Une propagande de 20 millions d'euros

La chaîne de droite Hír TV, brouillée avec le pouvoir, calcule que "la propagande gouvernementale a atteint un montant record cette année", avec déjà plus de 40 millions d'euros engloutis,

dont près de la moitié pour la seule campagne contre George Soros. A titre de comparaison, le montant total versé par ce dernier à une cinquantaine d'organisations civiles via son Open Society Foundations représente 3,2 millions d'euros en 2017.

La brutalité de la campagne en cours suscite de vives réactions. Une figure peu populaire, mais respectée de la politique hongroise, Lajos Bokros, à la tête d'un petit parti de droite libérale, a qualifié, dans une lettre ouverte, à la fois Viktor Orbán et cette campagne de "fascistes", affirmant que "le gouvernement a fait de l'incitation à la haine la politique officielle de l'Etat". Des militants de partis de gauche s'attellent à détourner le sens des affiches sur Internet, mais surtout testent la réaction des autorités en les vandalisant dans les rues de Budapest, quartier par quartier.

Les représentants juifs inquiets

La principale organisation juive en Hongrie (Mazsihisz), d'ordinaire conciliante avec lui, a demandé à Viktor Orbán de "mettre fin à ce cauchemar au plus vite", disant craindre que cette campagne "toxique" provoque un regain d'antisémitisme. L'ambassadeur d'Israël en Hongrie a appuyé cette réaction, mais a aussitôt été désavoué par le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, a rapporté le journal israélien "Haaretz". Les deux dirigeants hongrois et israélien doivent se rencontrer à Budapest dans quelques jours. Tous deux partagent la même aversion pour George Soros et sont clients du consultant politique Arthur J. Finkelstein, un spin doctor travaillant pour l'aile droite dure du Parti républicain aux Etats-Unis.

Le gouvernement hongrois agite le spectre d'une tentative de déstabilisation d'ici au printemps électoral en 2018. George Soros en serait l'instigateur, tel Emmanuel Goldstein dans "1984". Après le regain d'intérêt des opposants du Fidesz pour la dystopie d'Orwell, celle-ci a rapidement disparu du catalogue numérique de la biblio-

thèque nationale hongroise. Voilà qui serait orwellien, si cela n'avait été fait à la demande expresse des ayants droit de l'auteur britannique, pour des raisons de violation des droits d'auteur...

"Le gouvernement a fait de l'incitation à la haine la politique officielle de l'Etat."

Lajos Bokros

Ce leader d'un petit parti de droite, figure peu populaire, mais respectée, a qualifié la campagne qui cible George Soros de "fasciste".